

Construire le changement

Frédéric Rauch

L'année 2012 s'ouvre sur une replongée de la France et de l'Europe en récession. La responsabilité en incombe à la fuite en avant des dirigeants de la zone euro. À l'instar de Nicolas Sarkozy, ils se sont alignés sur les exigences allemandes, introduisant une « règle d'or » des finances publiques et l'austérité à perpétuité pour les peuples européens.

Au nom d'une obsession des déficits et des dettes, ces choix politiques aggravent la crise en imposant désormais la déflation des politiques budgétaires et en conduisant au rationnement du crédit bancaire. La mise à disposition des banques par la BCE de 489 Mds d'euros à un taux d'intérêt de 1%, sans changer les critères du crédit ni les comportements bancaires, n'a pas permis de desserrer l'étau sur les dettes publiques ni d'ouvrir le robinet du crédit aux PME.

Nous devons rompre avec cette politique de régression et créer les conditions d'un dépassement de ces contradictions, en initiant un processus de sortie de crise qui fasse du développement des capacités humaines et de la lutte contre les gâchis matériels, humains et financiers le cœur d'un nouveau type de croissance.

Cela suppose de s'appropriier l'idée qu'une autre politique est possible, qui ne se fasse pas à la corbeille, les yeux rivés sur la BCE et le FMI. Cela suppose de ne pas s'enfermer dans une politique obsessionnelle de réduction de la dette publique, comme le fait le PS, en contradiction avec ses velléités de sauvegarde du modèle social français. Mais de porter le débat public et politique sur le terrain du contenu des alternatives, en répondant concrètement aux besoins réels de la population.

Ces alternatives concrètes existent.

Assise sur de nouveaux pouvoirs des travailleurs dans l'entreprise sur les choix et critères de gestion des entreprises, la sécurisation de l'emploi et de la formation des salariés permettrait de contrer la politique du chômage massif et de précarisation de l'emploi et du salaire, en mettant en place les prémisses d'un dépassement du marché du travail.

La création d'un Fonds européen de solidarité sociale et de développement économique, pour financer l'expansion des services publics en France et en Europe avec le concours direct de la BCE, aurait pour effet de répondre aux contraintes du sur-endettement public sans peser sur les besoins sociaux. À l'opposé des objectifs du Pacte de stabilité, il permettrait de les développer tout en organisant le dépassement du marché monétaire et financier.

La mise en place d'un pôle public financier, regroupant banques publiques et socialisées, permettrait de créer

les bases d'un nouveau crédit destiné aux entreprises, aujourd'hui étouffées par les prélèvements financiers, pour les investissements réels, matériels et de recherches, avec des taux d'intérêts modulables selon le niveau d'emploi et de formation associé. Cela permettrait de peser sur le rapport entre banques et entreprises, et obligerait les premières à remplir leur rôle de prêteur à l'économie.

En outre, nous proposons la rénovation du financement de la sécurité sociale, par l'introduction d'une modulation du taux de cotisation patronale selon la part salariale et d'emploi de l'entreprise dans sa valeur ajoutée et la création d'une cotisation sociale patronale sur les revenus financiers des entreprises. À l'opposé des projets de fiscalisation, nous visons l'extinction progressive de la CSG. Autant de propositions qui assureraient une réponse aux déficits de la protection sociale et la continuité d'une réponse socialisée et sécurisée de haut niveau aux besoins sociaux.

Par une modulation de l'impôt en fonction de la nature et de l'objet des investissements réalisés, nous proposons d'introduire dans la politique fiscale les outils incitant à une autre utilisation du produit de la richesse produite. Cette refonte de la fiscalité nationale et locale serait de nature à créer les conditions d'une dynamique productive nouvelle favorable au développement de l'emploi autant qu'aux recettes fiscales. Elle offrirait à l'État comme aux collectivités locales les moyens d'une réponse efficace aux besoins de la population et du développement du territoire. Cela exigerait d'abroger cette réforme réactionnaire des collectivités locales et d'avancer notamment une nouvelle taxe professionnelle.

Avancées par le PCF dans le Front de gauche et reprises dans le programme populaire et partagé, ces propositions cohérentes articulant objectifs sociaux, moyens financiers et pouvoirs sont en phase avec le mouvement social et syndical, qu'il soit national, européen ou mondial. Elles sont des appuis pour la convergence des luttes à tous ces niveaux et des terrains fertiles pour la construction d'une autre France, d'une autre Europe et d'un autre monde.

2012 est à ce titre une année particulière. Élections présidentielle et législatives mêlées, cette année sera l'occasion, c'est sûr, de sortir le sortant, mais surtout, d'avancer dans la bataille pour l'appropriation la plus large des contenus d'une alternative politique radicale.

Alors, tradition oblige !, en ce tout début d'année, au nom de toute l'équipe d'*Économie & Politique*, je ne peux que vous souhaiter une année 2012 (et les suivantes) de combat. ■